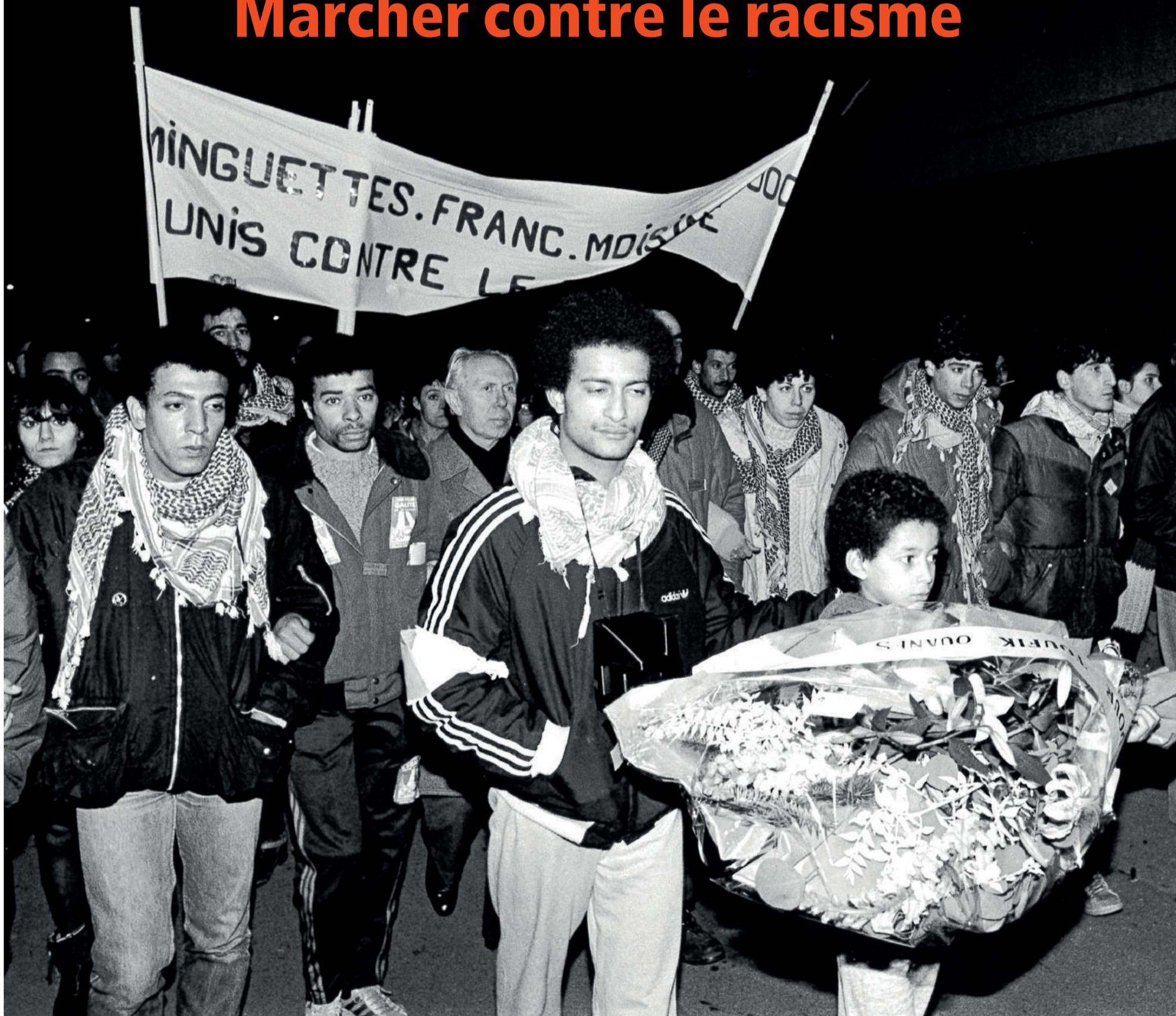




Marcher contre le racisme



ACCUEIL SOCIAL
L'Amicale du Nid,
un refuge pour les
femmes en détresse.

P.4-5

HARCÈLEMENT
Des jeunes
projetent leur film
à l'Assemblée.

P.6

NOUVELLES CRÈCHES
Une solution pour
les parents en
recherche d'emploi.

P.12

MOBILISATION
Des professeur-e-s
de sport réclament
plus d'équipements.

P.13



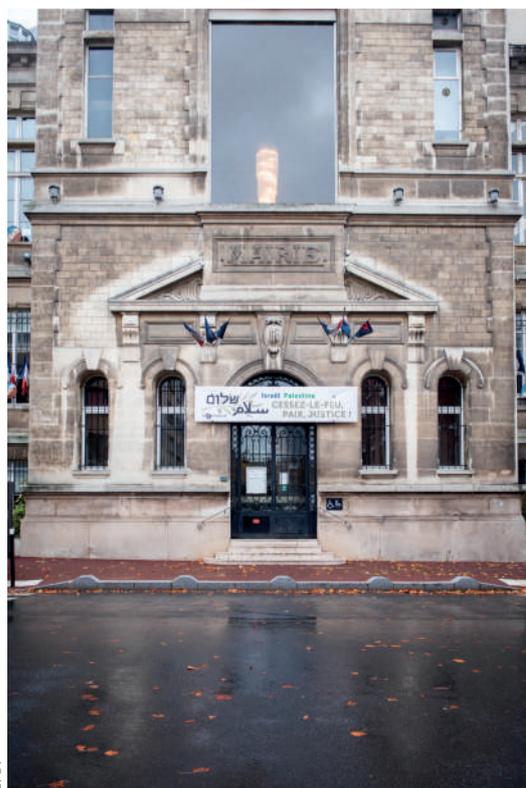


Zoshia au marché. Tourner le clip de son premier single à La Courneuve, où elle vit depuis trois ans, c'était une évidence pour l'auteure-compositrice-interprète Zoshia. Avec sa team de danseur-se-s, technicien-ne-s... elle a donc investi le marché des Quatre-Routes les 8 et 9 novembre pour réaliser « Jeu d'enfant ».



Le dialogue interreligieux en action

Le prêtre Georges Lumen, curé des paroisses Saint-Yves et Saint-Lucien, a organisé un baby-foot interreligieux le 10 novembre au restaurant L'Etna, en présence de l'imam Chedli Meskini de la grande mosquée de l'Union.



Un appel à la paix

Élu-e-s, agent-e-s, militant-e-s associatifs et habitant-e-s se sont réunis le 10 novembre devant l'hôtel de ville pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, cinq semaines après le début de la guerre meurtrière entre Israël et le Hamas.



L.D.

Célébrer la fin de la guerre

Pour commémorer le 105^e anniversaire de l'Armistice de 1918, élu-e-s et représentants d'anciens combattants se sont rassemblés au cimetière des Six-Routes le 11 novembre avant de découvrir l'exposition proposée par l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (Arac) à l'hôtel de ville.



L.D.



L.D.

Dix ans au service de la citoyenneté et du débat

Lieu de réflexion, d'échanges, de débat et de décision par et pour les habitant-e-s, laboratoire du pouvoir d'agir, la Maison de la citoyenneté James-Marson a fêté son 10^e anniversaire le 16 novembre. Une partie de l'équipe a posé pour l'occasion.



Gilles Poux,
maire

Une rencontre qui fera date!

« Pendant deux jours, en collaboration avec l'Alliance des Civilisations, agence des Nations unies (UNAOC), La Courneuve a reçu des représentant-e-s de villes du Ghana, du Mexique, d'Espagne, du Brésil, du Sénégal, d'Italie, de Tunisie, des Comores, d'Argentine mais aussi d'autres villes de France (Grigny, Nanterre, Allonnes, Stains, Montreuil, Mitry-Mory...). Elles et ils sont représentatifs d'un monde devenu majoritairement urbain. Dans les rues et les espaces publics de leur ville se croisent des femmes et des hommes aux multiples cultures et langues. Si rien n'est simple au vu des inégalités qui affectent notre monde, toutes et tous considèrent que ce cosmopolitisme est un atout pour leur ville. Elles et ils sont déterminés à défendre des politiques et des services publics qui font de cette diversité une richesse renforçant le mieux-vivre de toutes et tous dans la ville.

La ville doit être un commun : un commun ouvert, un commun solidaire, un commun d'émancipation, un commun de vivre et de faire-ensemble, un commun fédérateur d'humanité...

Certes, les expériences nationales de chacun de ces pays sont différentes. Mais une même volonté irrigue ces élu-e-s locaux ne pas laisser la haine de l'autre transformer les villes en lieu de division, où les plus forts et les plus égoïstes privatisent les espaces publics pour leurs intérêts.

J'ai bien entendu présenté les engagements de La Courneuve pour le vivre-ensemble et nos ami-e-s venus du monde ont dialogué avec des usager-ère-s de la Maison pour tous Youri-Gagarine, de la Maison de la citoyenneté James-Marson et, à quelques mois des JOP avec des sportif-ve-s courneuvien-s. Des expériences très intéressantes ont été présentées. Le haut représentant de l'UNAOC, Miguel Ángel Moratinos, a encouragé les villes présentes à poursuivre leurs engagements en faveur du vivre-ensemble afin que leur dialogue interculturel contribue à celui du monde. Il a souligné l'importance de porter des valeurs de tolérance et de paix à un moment où, sur notre planète, le recours au conflit se banalise. Dans cette rencontre et les actions évoquées, il y a "un optimisme de la volonté" pour reprendre l'expression de Gramsci citée par Monsieur Moratinos. Les villes présentes et d'autres se sont engagées à continuer à se rencontrer et à agir ensemble. Et je m'en félicite au nom des Courneuvien-ne-s. »

Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes

Soutenir, apaiser, accompagner

L'Amicale du Nid reçoit à La Courneuve des femmes victimes de violence, en situation de rue ou d'habitat précaire. Accueillies de jour ou en hébergement d'urgence, elles trouvent une équipe formée pour les reconforter et améliorer leur situation, souvent dramatique.



L'accueil de jour permet à des femmes en grande difficulté et à leurs enfants de prendre une collation, de se doucher et d'être soutenus dans leurs démarches.

Un portail, une petite cour encadrée par trois bâtiments. C'est là qu'en toute discrétion, l'association l'Amicale du Nid prend en charge, de jour et de nuit, des femmes et leurs enfants qui sont à la rue ou vivent en habitat précaire.

Dans l'entrée du bâtiment réservé à l'accueil de jour, Hortensia les reçoit avec le sourire et les invite à s'installer dans la vaste et lumineuse pièce principale, à se servir dans la cuisine en jus de fruits, œufs, pain, fruits, laitages, cacao, etc., à accompagner leurs enfants dans la salle pleine de jouets qui leur est réservée. Dans ce lieu sécurisé, elles peuvent se doucher, laver leur linge, le faire sécher, trouver des conseils pratiques et du soutien, participer à des animations, se faire orienter. Un havre de paix pour souffler quelques heures avant le retour à la nuit, à la rue et à son cortège de violences.

Les histoires personnelles de celles qui

acceptent de témoigner sont terribles. Karima* raconte : « Je suis arrivée d'Algérie le 8 septembre 2015. J'ai dormi dehors. Aujourd'hui, je travaille au noir de temps en temps, je fais des ménages, je garde des enfants, je m'occupe de personnes âgées, ça me permet de recharger mon téléphone, de payer mon Pass Navigo et d'aider le monsieur qui m'héberge à payer le loyer, 1 000 euros avec les charges et l'électricité. Je lui donne ce que je peux, une fois 10 euros, une fois 100, une fois 150. »

Trouver la paix du cœur

Oumou* a tourné le dos à sa Guinée natale en 2019, fuyant les violences conjugales. Agressée et menacée de mort à Angers, elle est montée à Paris, encouragée par une connaissance qui lui avait promis de l'aide : « Je suis venue devant sa porte où je suis restée jusqu'à 22 heures. En vain. Un voisin

m'a dit : "Tu as un enfant, viens chez moi." J'étais contente, je pensais que c'était une bonne personne, mais ce n'était pas le cas. » L'homme tente de la violer. Elle s'enfuit, passe une

semaine dans un hall de gare. Son enfant tombe malade, est hospitalisée, et le 115 lui donne le nom d'une association à Aubervilliers. « J'y ai été humiliée et maltraitée. Ma fille, bébé, a été punie, mise sur une table d'où elle est tombée. Je suis partie. » Elle se réfugie alors en journée à l'Amicale du Nid, du lundi au vendredi. « C'est une association qui respecte les gens. J'y ai trouvé de l'aide, la paix du cœur, j'ai été soutenue moralement et physiquement », souligne-t-elle. Elle passe les week-ends dans un parc, choisi parce qu'il y a une fontaine – « au moins pour avoir de l'eau à boire ; parfois, je n'avais pas de nourriture. »

Face à l'administration

Aïcha* a, quant à elle, fui la Côte d'Ivoire et un mari violent. Elle dort dans un garage depuis trois mois avec ses deux filles. La plus jeune est scolarisée ; l'aînée, 16 ans, est handicapée. « J'appelle le 115 tout le temps, mais ça ne répond pas, explique-t-elle. J'ai fait une demande de logement, je suis allée voir les services sociaux, j'aimerais faire une formation pour travailler dans une maison de retraite. » En ajoutant, comme si cela était nécessaire : « Je suis patiente, je peux supporter beaucoup de choses... » Depuis un mois, Gwénaëlle, travailleuse sociale, s'investit quant à elle au centre



Un espace de jeux est réservé aux enfants.

d'hébergement d'urgence (CHU) qui jouxte l'accueil de jour. Celui-ci dispose de quatorze chambres, les familles partageant la cuisine, le réfectoire, les salles de bain, les toilettes et la laverie. Des activités sont proposées le week-end. Un « repas autour du monde », réalisé par une des résidentes, a lieu chaque mois. « *Ce sont toutes des femmes qui sont en situation de rupture conjugale, victimes de violences*, précise-t-elle. *La plupart d'entre elles restent au CHU deux ou trois ans.* » Là encore, les difficultés administratives sont légion. L'une d'entre elles, divorcée mais sans ordonnance de protection, se voit refuser son titre de séjour.

Même refus pour une autre parce que sa petite fille n'a pas de carte d'identité et ne peut pas en avoir : le père ne l'a pas reconnue. Une autre encore est venue en France pour prendre en charge le handicap de son fils : l'autorisation de soins lui a été refusée... au bout de trois ans et elle a reçu une obligation de quitter le territoire (OQTF).

Mais quelques-unes, *in fine*, voient leur situation évoluer positivement. « *Deux dames ont trouvé un logement cette année* », confirme Gwénaëlle. Rachida*, après des années de galère et avoir été mise à la rue avec ses enfants par son ex-mari, a trouvé refuge au CHU, puis un travail. Et sa demande de logement social commence à porter ses fruits : elle a visité deux appartements... ● **Joëlle Cuvilliez**

*Tous les prénoms ont été changés.



Léa Desjours



L.D.



L.D.

Aïssata, Hortensia, Roselaine font partie de l'équipe des professionnel-le-s qui travaillent à l'antenne de La Courneuve.

14
chambres sont proposées
dans le centre d'hébergement
d'urgence

Une aide pour sortir de la prostitution

Née en 1946 pour lutter contre le système prostitutionnel, l'Amicale du Nid est une association nationale. Elle existe dans le 93 depuis 1957 et compte à ce jour une centaine de salarié-e-s. Elle gère 227 places d'hébergement en centre d'hébergement d'urgence (CHU) et en insertion, ainsi que des dispositifs de logement accompagné, type résidences sociales ou pensions de famille. Le premier accueil de jour a ouvert ses portes en 2008 à Saint-Denis, le second en 2021 à la Courneuve. « *On a ouvert le local suite à une enquête montrant qu'il y avait beaucoup de femmes en errance dans le département. Dans les accueils*

de jour où le public était parfois clochardisé avec des problèmes d'addiction, les femmes avec enfants ne se sentaient pas en sécurité », résume Marie Pellieux, directrice adjointe territoriale. L'Amicale du Nid effectue des maraudes physiques et numériques pour repérer et aider des personnes en situation de prostitution dans la rue ou sur Internet et leur propose, si elles le souhaitent, un accompagnement individuel pour développer une alternative à la situation prostitutionnelle. En lien avec l'Éducation nationale, l'association intervient dans les collèges et les lycées du département afin de sensibiliser les professionnel-le-s,

expliquer ce que dit la loi concernant les mineur-e-s et ce qu'il faut faire si on pense avoir connaissance d'une situation prostitutionnelle. « *On mène des actions de prévention auprès des jeunes, de la sixième à la terminale*, souligne Marie Pellieux. *On est surtout sollicitées sur les quatrième et troisième, ce qui correspond à l'âge d'entrée dans la prostitution. Il peut s'agir de "prévention primaire", ce qui est malheureusement assez rare, ou parce qu'on sait qu'il y a de la prostitution dans l'établissement.* » L'association mène également des actions auprès de jeunes pris en charge par les services de protection de l'enfance. ● **J.C.**

DES LIEUX RESSOURCES

POUR ÊTRE ÉCOUTÉE, ORIENTÉE

- **Assistante sociale du CMS** :
tél. : 01 49 92 62 63 ou 06 29 87 63 43.

- **Africa** : 1, rue Frédéric-Joliot-Curie,
tél. : 01 48 36 95 74.

- **Femmes Solidaires 93** : 25, rue du Chemin-vert,
tél. : 09 71 47 83 04.

- **Numéro d'écoute, anonyme et gratuit** : 39 19.

POUR UN ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET SOCIAL

- **Maison de la justice et du droit** :
2, av. de la République, tél. : 01 49 92 62 05.

- **Centre d'information sur les droits des femmes
et des familles** : 1, rue Pierre-Curie,
tél. : 01 48 36 99 02.

- Centre communal d'action sociale :

58, avenue Gabriel-Péri,
tél. : 01 49 92 61 00.

POUR BÉNÉFICIER D'UN EXAMEN MÉDICAL

- **Centre municipal de santé Salvador-Allende** :
2, mail de l'Égalité, tél. : 01 49 92 60 60.

- **La Maison des femmes** : 1, chemin
du Moulin-Basset à Saint-Denis,
tél. : 01 42 35 61 28.

- **Hôpital Jean-Verdier, Unité médico-judiciaire** :
avenue du 14-Juillet à Bondy,
tél. : 01 48 02 65 06.

- **Hôpital Avicenne** :
125, route de Stalingrad
à Bobigny, tél. : 01 48 95 55 55.

EN CAS DE VIOLENCE CONJUGALE, POUR UNE PROTECTION JUDICIAIRE

- **Commissariat de police** : 16, place du Pommier-
de-Bois, tél. : 01 43 11 77 30.

- **Intervenante sociale** : du lundi au vendredi
de 9h à 18h, tél. : 06 37 71 33 21.

EN CAS D'URGENCE OU DE DANGER IMMÉDIAT

- Appeler le 17 ou envoyer un SMS au 114 si vous
êtes sourd ou malentendant, **le 15 pour joindre le
Samu et le 18 pour les pompiers.**

- L'application **The Sorority** permet aux femmes
de s'aider lorsqu'elles sont en situation de
danger. En appuyant deux secondes sur le gros
bouton rose et bleu, une alerte est lancée aux
cinquante premières personnes qui se trouvent
autour de vous.

Harcèlement scolaire

Des jeunes très investis

À l'invitation de Soumya Bourouaha, députée de Seine-Saint-Denis, une projection-débat a été organisée à l'Assemblée nationale le 8 novembre dans le cadre de la Journée de lutte contre le harcèlement à l'école. Le film, *Une parole suffit*, a été réalisé par des jeunes Courneuvien-ne-s.



Dans la salle des pas perdus avec Soumya Bourouaha.



Le court métrage des jeunes Courneuvien-ne-s a connu un vif succès à l'Assemblée nationale.

L'émotion est palpable dans le groupe. Après les obligations d'usage (contrôles de sécurité et des papiers d'identité, dépôt des sacs au vestiaire), Rukshie, Djariatou, Manel, Souleymane, membres de l'actuel Conseil communal des enfants, et Ayat, Ali, Joséphine, Jérémy, ancien-ne-s du Conseil communal des ados, entrent en haut de l'hémicycle où les député-e-s enchaînent les argumentaires sur la fin de gestion de la loi de finances 2023. Le sujet est âpre, les joutes verbales aussi. « C'est drôle, ils s'embrouillent entre eux », s'amuse Ali qui visite le Palais Bourbon pour la première fois.

Absence des adultes et solitude des victimes

Mais les jeunes ne sont pas seulement en visite : ils et elles ont surtout été invités par Soumya Bourouaha, députée de la quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis, à venir parler du court métrage *Une parole suffit* que les plus âgés d'entre elles et eux ont réalisé il y a quatre ans. En cette veille

du 9 novembre, Journée de lutte contre le harcèlement à l'école, le sujet du film est totalement d'actualité.

La salle de projection est pleine de parents d'élèves, d'élèves, de professeur-e-s, de chef-fe-s d'établissement, d'élu-e-s et d'habitant-e-s des quatre communes de la circonscription (La Courneuve, Stains, Dugny, Le Blanc-Mesnil). Il y a même un député de La Réunion, Frédéric Maillot. Et le Défenseur des enfants, Éric Delemar. Saci Ourabah, le réalisateur qui a aidé les jeunes Courneuvien-ne-s à faire le film, est là lui aussi, très fier du résultat de ses « élèves ».

Les applaudissements sont nourris. Éric Delemar félicite les auteur-e-s : « Vous montrez très bien l'absence des adultes, le sentiment de solitude qui n'encourage pas à parler, le fait qu'on ne donne pas aux enfants le courage de le faire, que des jeunes mal dans leur peau deviennent harceleurs par peur d'être agressés. »

Olivier Epron, chargé du suivi des enfants et des ados à la direction de la citoyenneté de la Ville, contextualise le

projet : « La première année du mandat du Conseil communal des ados, on a parlé du sexisme, de l'homophobie, des réseaux sociaux pour pouvoir, la deuxième année, travailler sur ce film avec Saci. Ça nous a pris un an pour écrire l'histoire, le scénario, faire le tournage. C'était un travail collectif, certains ont été derrière la caméra, d'autres ont travaillé sur la prise de son, d'autres encore sur la musique. On a fini le tournage juste avant le premier confinement... » Ali précise : « On avait l'idée de faire un court métrage sur cette question parce que dans notre groupe, une personne était harcelée, et elle nous demandait conseil. »

Une même personne peut être harceuse et harcelée

« Le Conseil communal des enfants avait fait un film sur le cyberharcèlement qui nous avait touchés et nous avait permis de comprendre ses dangers et les conséquences pour les victimes, ajoute Joséphine. On voulait

projeter notre film, *Une parole suffit*, dans les écoles et les collèges pour que les harceleurs comprennent la gravité de leurs actes. »

Mélanie Davaux, adjointe au maire à la réussite éducative et à l'aménagement durable, s'est interrogée : « Ce phénomène s'est-il accentué ? La jeunesse vit-elle un malaise qui la pousse à harceler ? » Ayat lui a partiellement répondu : « Le harcèlement, ça va très vite. Des fois, on ne se rend pas compte qu'on est harceleur. On pense que ce n'est pas grave. Une même personne peut être harcelée et harceuse. » Le débat s'est intensifié autour de la nécessité de former les professionnel-le-s et d'éduquer les enfants à une pratique saine des réseaux sociaux.

La conclusion est revenue à Soumya Bourouaha qui a évoqué les jeunes vivant dans la peur et les parents dans l'impuissance : « Il faut que le harcèlement cesse, a-t-elle déclaré. Il peut briser des vies. Et il faut continuer à faire des propositions pour qu'elles soient remises au ministre de l'Éducation nationale... » ● Joëlle Cuvilliez

40 ans après, la Marche pour l'égalité et contre le racisme



Amadou Gaye a photographié la Marche et sera exposé au Centre culturel Jean-Houdremont (lire page 10).

Le 15 octobre 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme démarrait de Marseille pour rallier Paris. Au départ, dix-sept marcheur-se-s, revendiquant l'égalité, dénonçant les crimes racistes et les brutalités policières subis par les jeunes issus de l'immigration, notamment maghrébine, quittent la cité phocéenne, direction la capitale. Parmi les initiateur-ice-s, Toumi Djaidja, 19 ans, originaire des Minguettes en banlieue lyonnaise, victime d'une bavure policière où il avait été blessé par balle quelques mois plus tôt. Après des débuts timides, ils et elles seront finalement 100 000 à défiler à Paris le 3 décembre 1983. Une arrivée en grâce, qui marquera toute une génération.

Textes : Céline Beaury

« Les questions d'égalité demeurent. »



Piero-D. Galloro est professeur de sociologie à l'Université de Lorraine et spécialiste de l'histoire de l'immigration. Nous l'avons interrogé sur la Marche et ses revendications.

Léa Desjours

France et s'inscrit dans la longue liste des crimes racistes et sécuritaires dénoncés par les marcheurs. De nombreux politiques parmi lesquels Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés, rejoignent l'initiative à Strasbourg. C'est à partir de là que la marche connaîtra l'engouement politique et médiatique, jusqu'à l'arrivée à Paris de 100 000 personnes.

R. : Quelles étaient les revendications des marcheurs et des marcheuses ?

P. G. : Cette génération ne se considérait plus comme immigrée, mais comme française. Le message était : « Arrêtez de nous voir comme des Noirs, des Arabes... Nous sommes des Français à part entière ». Ces jeunes demandaient l'acceptation du fait que la France est multiculturelle et plus uniquement « un pays de Gaulois ». Ils réclamaient que les principes d'égalité républicaine leur soient appliqués. Concrètement, ils exigeaient la fin des crimes racistes et des brutalités policières dont beaucoup de Maghrébins étaient victimes, avec la mise en place de lois contre ces crimes racistes et sécuritaires.

Ils réclamaient aussi le droit de vote des étrangers aux élections locales et la carte de séjour de dix ans.

R. : Pouvez-vous nous rappeler dans quel contexte la Marche pour l'égalité et contre le racisme a vu le jour ?

P. G. : Il y a tout d'abord le contexte national. À l'époque, la France s'enlise dans une crise économique qui dure depuis déjà dix ans et exacerbe les tensions. Le taux de chômage augmente et le Front national remporte les élections municipales à Dreux. C'est aussi à cette époque que la notion de banlieue prend une connotation politique, la définissant comme une « zone de relégation » dans laquelle on a entassé une main-d'œuvre bon marché, souvent immigrée... Il y a une prise de conscience que la France a changé, qu'on est passé des apaches aux blousons noirs aux jeunes Maghrébins. Quelques mois plus tôt, le pays découvre les rodéos aux Minguettes, un quartier de Vénissieux d'où est originaire Toumi Djaidja, responsable associatif qui est blessé par balle par un policier. Toumi s'en sort et lance l'initiative de la Marche à l'automne. Il devient le symbole de cette jeunesse et de ses

revendications avant de retomber dans l'anonymat, fuyant les tentatives de récupération.

R. : En qualité de sociologue, quel constat portez-vous sur les revendications de l'époque ?

P. G. : Aujourd'hui, ces questions d'égalité demeurent. Ces jeunes qui réclament l'égalité mais se trouvent emportés par des forces telluriques sociales qui les ramènent vers la marge existent toujours. Bien qu'ils aient tout fait pour devenir des gens « normaux », cela a échoué. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle en 2005 les « enfants des marcheurs » (puisqu'en terme d'écart générationnel cela correspond) se révoltent après la mort de Ziad et Bouna à Clichy-sous-Bois. Par ailleurs, il faut aussi intégrer qu'après les attentats du 11 septembre 2001, la figure de l'Arabe a été remplacée par celle du musulman, alors qu'au début des années 1980, il n'y avait pas cette dimension religieuse. Nous ne sommes plus dans les mêmes dispositions qu'en 1983. Aujourd'hui, je note une dimension concurrentielle dans les luttes où chacun y va de ses revendications. Il est plus difficile de faire des convergences. ●

REGARDS : Comment la marche a-t-elle été perçue à l'époque ?

PIERO-D. GALLORO : Au départ de Marseille le 15 octobre, les marcheurs n'étaient que dix-sept, parmi eux des Marseillais et une délégation de jeunes de la banlieue lyonnaise. Ce départ se fait dans l'indifférence quasi générale, même si quelques marcheurs rallient le groupe au fil des étapes. La couverture médiatique se limite à la presse locale. C'est le drame de la défenestration de Habib Grimzi, 26 ans, dans le train Bordeaux-Vintimille le 14 novembre, qui donnera un nouveau souffle à l'initiative un mois après son départ. Le meurtre du jeune Algérien par trois légionnaires choque la

La Courneuve : une é

Alors que la ville pleurait la disparition du petit Toufik Ouanes, tué quelques mois plus tôt par un voisin « excédé par le bruit des pétards » au cœur des 4 000, le passage d'une délégation de marcheur-se-s à La Courneuve, la veille de l'arrivée à Paris, était une évidence pour nombre d'acteurs associatifs locaux et pour le maire James Marson qui les a reçus. Quarante ans plus tard, les témoins de l'époque se remémorent cette rencontre ponctuée d'anecdotes et d'espoirs déçus.

« Nous étions politisés, nous voulions passer de la galère à la citoyenneté ! »

Enfant de La Courneuve, **Abdel Saadouni** est à 64 ans chargé de mission pour la Ville. En juillet 1983, il est directeur du centre de loisirs Langevin-Wallon quand le jeune Toufik Ouanes, 10 ans, qui fréquente la structure, est tué au cœur des 4 000 par un voisin. Quelques mois plus tard, il accueillera l'arrivée des marcheur-se-s à La Courneuve pour la dernière étape jusqu'à Paris. Il nous raconte l'état d'esprit de l'époque.



Léa Desjours

« La mort du petit Toufik a été vécue comme un traumatisme pour toute la ville et a ébranlé l'idée du vivre-ensemble », se souvient Abdel. Quelques jours après ce drame, le président François Mitterrand se déplace dans la cité, « suscitant beaucoup d'espoir et faisant beaucoup de promesses... » Ce drame s'inscrit dans une longue série de crimes racistes et bavures policières qui seront le point de départ de la Marche pour l'égalité et contre le racisme.

« Nous étions politisés, nous voulions passer de la galère à la citoyenneté ! Comme beaucoup de descendants de l'immigration, notamment maghrébine, nous aspirions à aller à l'université, à sortir de notre condition sociale, à ne pas être des ouvriers comme nos parents », se souvient Abdel.

Consciente des problématiques liées aux grands ensembles, tant sur le bâti que sur les questions d'échec scolaire, cette deuxième génération essaye de s'organiser, notamment en créant des réseaux entre les différents quartiers de France. « Nous étions dans une démarche d'éducation populaire, avec une vraie dynamique de changement. À La Courneuve, le tissu associatif était dense et il faut se rappeler qu'au début des années 80, l'accession de la gauche au pouvoir permettait l'arrivée des premières subventions publiques », se rappelle ainsi le travailleur social.

Lorsque la Marche pour l'égalité démarre de Marseille, les acteurs courneuviens sont déjà en lien avec leurs homologues de la cité phocéenne et de la banlieue lyonnaise. Alors, lorsque les marcheur-se-s font une étape dans la ville, Abdel les rejoint.

« Nous avons rallié La Courneuve, Bondy, jusqu'à Paris. Nous étions très nombreux, c'était énorme. Des personnes nous arrêtaient pour nous offrir à manger, il y avait de la musique, des débats... Cela a suscité énormément d'espoir. Il y avait dans tout ça un mélange de fraîcheur et de naïveté... Mais malheureusement, nous avons très vite compris les tentatives de récupération des politiques », déplore Abdel qui regrette la solidarité de l'époque. ●



« Nous avons appris à prendre la parole en p

En 1983, **Mimouna Hadjam** a 22 ans et dirige l'association Lieu de rencontre pour les femmes aux 4 000. Arrivée l'année précédente de son Nord natal, celle qui ne connaissait que les corons découvre la précarité de la cité et sa dynamique militante. En décembre 1983, elle accueille les marcheur-se-s dans la ville.



Silma Syran

« Après la mort de Toufik Ouanes, nous avons décidé de fonder un comité de soutien et pris contact avec des habitants de la cité Gutenberg de Nanterre pour réfléchir aux actions à mener. On sentait une émulation à travers toute la France », se souvient Mimouna. En ce début des années 80, elle reçoit de nombreuses femmes au sein de son association mais aussi des garçons qui lui racontent le mépris policier auquel ils font face.

« Ces questions de racisme, particulièrement envers les hommes maghrébins, étaient déjà très présentes et après l'assassinat d'Habib Grimzi, défenestré dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires en novembre 1983, encore plus de jeunes sont venus à l'association », explique

tape incontournable

<< Juillet 1983, des habitants des 4000, bouleversés par la mort de Toufik Ouanes.



« Nous avons besoin de produire notre propre narratif... »

Mogniss H. Abdallah est journaliste, réalisateur et fondateur de l'agence IM'média. Depuis quarante ans, il documente les luttes de l'immigration. Il sera présent au cinéma L'Étoile le 3 décembre pour la projection de son film, *Douce France, la saga du mouvement "beur"*, qui retrace ces mouvements, depuis les rodéos des Minguettes en passant par la Marche pour l'égalité et les initiatives qui ont suivi.



REGARDS: Pourquoi selon vous était-il important de documenter cette période ?

Mogniss H. Abdallah : Nous étions déjà des acteurs des luttes, mais à l'époque, nous communiquions essentiellement par l'agit-prop (tracts, affiches, etc.), à l'instar des mouvements syndicalistes immigrés comme le MTA (Mouvement des travailleurs arabes). Dès le printemps 1983, nous avons commencé à réfléchir à notre rapport aux médias traditionnels. Jusque-là, dans les affaires de bavures policières ou de crimes sécuritaires, ces derniers minoraient la parole des premiers concernés. Soit en les infirmant, soit en les occultant, soit en les déformant. Nous avons besoin de produire notre propre narratif et avons créé IM'média en juin 1983.

R. : Quels liens particuliers entretenez-vous avec La Courneuve ?

M. H. A. : J'ai d'abord fréquenté La Courneuve par le biais des cités de transit. Je suis originaire de Nanterre. Après la destruction du bidonville, des habitants de la ville ont été relogés aux 4 000 ou à la Cité verte (cité de transit). Dans la communauté maghrébine, les liens familiaux sont très forts. Il y avait beaucoup d'échanges entre les deux communes. Puis, j'y suis aussi entré par le biais culturel, via le Yuro Theatro, un ancien cinéma désaffecté et autogéré des 4 000, qui accueillait de nombreux concerts et galas de soutien. D'ailleurs, la veille de l'arrivée des marcheurs à La Courneuve, un concert de soutien avait été organisé avec Les Abranis (rock kabyle) et une banderole de bienvenue avait été déployée.

R. : Justement, pouvez-vous nous parler de leur arrivée à La Courneuve ?

M. H. A. : Ils avaient été très touchés par la mort du petit Toufik Ouanes. Et Bouzid Kara, un des marcheurs originaires d'Aix-en-Provence, tenait absolument à adresser ses condoléances à la famille. Une rencontre a alors été organisée avec une délégation et une gerbe de fleurs a été déposée sur les lieux du drame.

R. : Quel regard portez-vous sur la Marche quarante ans après ?

M. H. A. : Je ne suis pas pour la mythification de la Marche et de ses protagonistes. Cela dit, il faut l'inscrire dans l'histoire car elle a donné une visibilité nouvelle, positive, aux jeunes des quartiers populaires dans l'espace public et posé la question de l'autonomie ou des rapports police-justice. La solidarité a également permis la mise en réseaux entre les familles de victimes et de nouvelles associations, ainsi que l'émergence d'une génération de journalistes, cinéastes ou artistes. Enfin, au-delà de l'obtention de la carte de séjour de dix ans, certains droits ont été obtenus dans le cadre législatif, comme celui pour les associations de pouvoir se constituer partie civile, dès lors qu'elles ont cinq ans d'existence, ou encore le fait que les motivations racistes sont désormais considérées comme circonstances aggravantes. ●

public, à débattre et à nous défendre. »

celle qui dénonce aussi avec vigueur les tentatives de manipulation de l'époque pour criminaliser les frères, les pères. « *Les filles étaient épargnées par ce type de violence. Ils tentaient de nous éloigner des nôtres. Mais ils n'ont pas réussi!* » Lorsque les marcheur-se-s arrivent à La Courneuve le 2 décembre, la jeune femme prévoit de les accueillir dans les locaux de l'association. Mais dans la nuit, les lieux sont vandalisés et couverts de croix gammées. « *On s'est finalement retrouvés à l'association des femmes de Franc-Moisin à Saint-Denis, se souvient la sexagénaire. Nous avons appris à prendre la parole en public, à débattre et à nous défendre* », insiste-t-elle.

Si la Marche a, selon elle, permis la visibilisation des enfants issus de l'immigration et la conscientisation d'une partie de la jeunesse, elle regrette cependant que la promesse sur le droit de vote des étranger-ère-s aux élections locales n'ait jamais abouti. « *Je reste persuadée que cette question du droit de vote des étrangers qui vivent ici depuis de nombreuses années, payent leurs impôts... est une injustice profonde. La gauche aurait intérêt à s'engager en ce sens car elle y gagnerait et ferait barrage à l'extrême droite* », conclut la militante. ●

Racisme, stéréotypes et préjugés : ce qui a changé (ou pas)

Pourquoi sommes-nous tous imprégnés par des préjugés et des stéréotypes à l'égard de l'autre et comment ceux-ci évoluent-ils au fil de l'histoire ? C'est ce qu'ont tenté d'expliquer un sociologue et un historien à des élèves du lycée professionnel Denis-Papin le 8 novembre. Avec un seul objectif : les amener à se questionner sur leurs propres représentations.



L'historien Yvan Gastaut et le sociologue Piero-D. Galloro.

C'est quoi pour vous le plus haut degré de racisme ? » demande Yvan Gastaut, historien et maître de conférences à l'université de Nice aux élèves de seconde professionnelle section motocycle

du lycée professionnel Denis-Papin, pas tout à fait réveillés en ce matin du 8 novembre. « *La mort de George Floyd* », répond spontanément Issa ; « *Hitler* », rétorque l'un de ses camarades. C'est en partant de leurs réponses

qu'Yvan Gastaut et Piero-D. Galloro, sociologue à l'université de Metz, débutent leur séance « Stéréotypes et préjugés : attention matière sensible ». Un atelier au nom explicite, puisque pendant deux heures les deux universitaires vont s'évertuer à prouver que chacune d'entre nous a des préjugés. « *Notre but, c'est de vous montrer qu'entre vos représentations et la réalité, parfois il y a des choses fausses* », leur lance Piero-D. Galloro.

Un processus de déshumanisation

Puis, démonstration oblige, son collègue invite les élèves à visualiser l'image d'« un Français » : « *Un blanc aux cheveux lisses* », « *avec un costume* », « *du fromage et une baguette* », répondent trois lycéens. Aucun d'entre eux ne correspond à ce cliché, pourtant, tous ici à l'exception d'un élève ont la nationalité française. « *C'est ça aussi, casser les représentations* », poursuit le sociologue, avant d'expliquer que leurs représen-

tations sont orientées par la société dans laquelle ils et elles évoluent. Les illustrations s'enchaînent, en replaçant l'immigration et les stéréotypes dans l'histoire plus large de la France et en démontrant l'évolution de ces derniers. Mais aussi en interrogeant l'origine de ces représentations.

Présente dans la salle, Zahra Mekboul, enseignante coordinatrice Mission de lutte contre le décrochage scolaire, intervient : « *Quand on appuie sur la différence, ça finit par diminuer l'humanité de l'autre.* » Ce processus de déshumanisation est ensuite décortiqué par les deux intervenants. « *Aujourd'hui, on va parler des musulmans comme du grand ennemi de l'intérieur, mais il y a un siècle, on stigmatisait les Italiens ou les Auvergnats* », rappelle Piero-D. Galloro, images d'archives à l'appui. La séance se clôturera par la diffusion d'un sketch de Coluche où l'humoriste fait un grossier blackface, inimaginable aujourd'hui, qui laissera les lycéen-ne-s pantois, mais qui aura le mérite (on l'espère) d'illustrer l'évolution de la société. ●

L'agenda des 40 ans de la Marche

VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE au Centre culturel Jean-Houdremont

- 18h : visite de l'exposition de photographies de la Marche de 1983 prises par Amadou Gaye, en présence du photographe
- 19h : *1983*, une pièce qui met en exergue les luttes antiracistes et la Marche de 1983 (Compagnie Nova, mise en scène Margot Eskenazi et Alice Carré)

SAMEDI 2 DÉCEMBRE à la Maison de la Citoyenneté James-Marson

- 11h : inauguration de la fresque d'E. Novo (sous réserve)
- 14h30 à 16h30 : table ronde « 40 ans de la Marche : et après ? » avec Toumi Djaïdja, initiateur de la Marche, Piero-D. Galloro (Univ. de Lorraine), Mimouna Hadjam (Africa 93), des jeunes des Média C'est Nous et Alice Carré (Cie Nova)
- Vernissage de l'exposition produite par l'association Africa 93 (sous réserve)

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE au cinéma L'Étoile

- 16h : projection-débat *Douce France, la saga du mouvement "beur"*, en présence du réalisateur Mogniss H. Abdallah

LUNDI 4 DÉCEMBRE au cinéma L'Étoile

- à 20h30 : *La Marche*, de Nabil Ben Yadir

La médiathèque Aimé-Césaire proposera en décembre une sélection de livres et documents audio.



**GROUPE DES ÉLU-E-S COMMUNISTES,
RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉ-E-S**

Paix et justice



Lors de son discours introductif au Dialogue international des villes qui s'est tenu à La Courneuve les 13 et 14 novembre dernier, M. Moratinos, Secrétaire général adjoint des Nations unies, rappelait l'importance renouvelé du combat pour la Paix. Et saluait l'engagement constant de notre Ville en ce sens. Un appel qui résonne malheureusement

avec la situation internationale, notamment à Gaza. Notre maire et la majorité municipale se sont exprimés à plusieurs reprises, par écrit, en accrochant une banderole au fronton de la mairie, et le 10 novembre dernier, par l'organisation d'un rassemblement public. Nos revendications, à chaque fois réaffirmées, portent sur l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat pour stopper les massacres en cours, de la libération des otages et de l'ouverture de négociations fondées, comme le stipulent les résolutions des Nations unies, sur l'arrêt de la politique israélienne de colonisation et la reconnaissance de deux États. Notre ville-monde s'inscrit de longue date dans une culture de Paix. Face à la multiplication des conflits, il s'agit là de la seule voie pour que cessent ces guerres dont seuls les peuples sont les victimes. Il en va du modèle de société auquel nous aspirons. Fait d'humanisme et de justice... ●

Nadia Chahboune, adjointe au maire déléguée aux droits de la jeunesse

GROUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

Deux nouvelles crèches de la Scop E2S dans le quartier des 4 000 Sud!



C'est en face du mail de Fontenay que les deux nouvelles structures d'accueil la Grande cabane et la Petite cabane se sont installées. La Scop E2S, acteur de l'économie sociale et solidaire, lutte contre les inégalités dont souffre un territoire comme le nôtre en créant des établissements petite enfance et en développant des projets favorisant

l'inclusion, l'emploi et la citoyenneté. Nous le savons, il est souvent difficile de concilier une formation ou une activité professionnelle avec la fonction de parent. C'est encore plus vrai malheureusement pour les familles défavorisées. Il est donc absolument essentiel d'avoir des structures qui assurent un accueil collectif des tout-petits ainsi qu'un soutien actif aux parents. Ici, grâce au label AVIP, nous favorisons l'accueil des familles courneuviennes en parcours de reconversion ou en recherche d'emploi, en leur réservant 30% des places. Au total, ce sont 45 enfants qui bénéficieront d'équipements neufs et adaptés à leurs besoins et qui disposeront d'un projet pédagogique axé sur la découverte de soi et du monde qui les entoure grâce à des activités d'éveil sensoriel. J'ai bon espoir qu'avec des projets comme ceux-ci, liant insertion socioprofessionnelle et mode de garde, les enfants, comme les parents pourront s'épanouir! ●

Oumarou Doucouré, premier adjoint au maire

GROUPE UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



GROUPE « ENSEMBLE, RÉINVENTONS LA COURNEUVE »

La suppression par le Sénat de l'AME, une honte!



Dans un contexte international effroyable, en France la loi immigration est en cours d'examen. Ainsi le Sénat a notamment supprimé l'aide médicale d'État (AME), et adopté deux amendements qui imposent cinq ans de « présence stable et régulière » pour percevoir certaines aides. Cette suppression de l'AME au mépris de nos valeurs fondamentales, de l'humanisme, du bon sens et de la raison.

J'espère que ces amendements seront remis en cause par les députés. Le fait même qu'ils aient pu être adoptés est déjà inquiétant. Nous devons réagir. L'AME offre un accès aux soins aux personnes étrangères en situation irrégulière. Elle est essentielle, offrant des soins aux personnes en situation précaire, préservant leur dignité et santé. C'est une question d'humanité et de responsabilité collective. Investir dans la santé de tous, c'est aussi protéger notre société et renforcer notre tissu social. Il convient d'être vigilants et mobilisés. Enfin, dans un contexte international si préoccupant, et notamment au Proche-Orient, je voudrais redire la condamnation de toutes les attaques et la violence à l'égard des civils. Pour un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages, l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population, la levée du blocus. Pour la paix et la justice au Proche-Orient et dans le monde. ●

Nabih Rezkalla, conseillère municipale « Ensemble, Réinventons La Courneuve », liste Europe Ecologie Les Verts et les forces de gauche et citoyennes – Tél. : 07 82 22 28 00 – eelv.lacourneuve@gmail.com

ÉLU « L'AUDACE DE L'ESPOIR »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



Les textes de ces tribunes, où s'expriment tous les groupes représentés au conseil municipal, n'engagent que leurs auteurs.

Petite enfance

Lever les freins à l'emploi des parents

La Ville a inauguré, le 9 novembre, les deux crèches collectives récemment ouvertes dans le quartier de La Tour pour améliorer le quotidien et l'insertion professionnelle des familles.



En France, seulement 22% des enfants de moins de 3 ans ont accès à une place en crèche.

Derrière le sourire des enfants, il y a le soulagement immense des parents. En quelques mois, le centre commercial La Tour a vu s'installer en son sein deux crèches collectives, La p'tite cabane et La grande cabane sur le mail Maurice-de-Fontenay, représentant une capacité d'accueil totale de quarante-cinq places. « *L'accueil des petits enfants est un enjeu majeur pour les familles, notamment les familles monoparentales qui sont plus nombreuses ici qu'ailleurs*, souligne le maire Gilles Poux lors de l'inauguration des lieux le 9 novembre. *Malgré les efforts fournis par la Ville et par le Département, on est loin du compte, mais chaque nouvelle structure qui s'implante est un vrai plus. Ces crèches apportent un service public dans ce quartier encore en mutation et permettent aux parents de s'inscrire dans un parcours d'insertion.* »

Labellisées « à vocation d'insertion

professionnelle », La p'tite cabane et La grande cabane réservent en effet une partie de leurs berceaux à des enfants dont les parents veulent suivre une formation ou rechercher un travail. Orientés par les partenaires de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle (Caisse d'allocations familiales, Pôle emploi, Mission locale...), ces dernier-ère-s peuvent ainsi se dégager du temps pour leurs démarches.

Des petit-e-s de tous les âges

« *Au début, on leur propose un accueil sur deux-trois jours, puis s'ils entrent dans un processus de formation ou entament une activité professionnelle, on augmente la durée d'accueil et on pérennise la place* », précise Khadija Harzouz, directrice de La grande cabane. Cet engagement s'inscrit pleinement dans l'ADN de la société qui gère les deux structures, E2S Scop Petite Enfance. « *On est une coopérative, on fait de*

l'économie sociale et solidaire », rappelle sa gérante Valérie Malhouitre. Salle de motricité, dortoir, toilettes sur mesure dotées de portillons pour l'apprentissage de la propreté et de l'intimité, biberonnerie... Dans les locaux de La grande cabane, qui hébergeaient auparavant l'Espace jeunesse, tout a été conçu pour favoriser le bien-être des professionnel-le-s de la petite enfance et des enfants, accueillis à partir de 2 mois et demi. « *On mélange les âges, on vit tous ensemble. Ça peut inquiéter les parents, mais ça se passe très bien : après dix-sept ans de carrière, je suis toujours étonnée du caractère empathique et précautionneux que les grands ont vis-à-vis des bébés. Ils savent mieux que nous à qui sont les doudous et les tétines!* » s'amuse Khadija Harzouz. Les très grand-e-s ont définitivement de quoi être soulagés. ● Olivia Moulin

Renseignements à laptitecabane@e2s.coop et lagrandecabane@e2s.coop

ELLES ET ILS ONT DIT

Camila, maman d'Ilyas

« Ça se passe très bien pour mon fils. Il a 2 ans et demi, il est là depuis novembre. J'ai obtenu la place par l'intermédiaire de la PMI Georges-Braque. J'ai un autre enfant qui est en situation de handicap, alors ça me permet d'aller aux rendez-vous à l'hôpital et de m'occuper des démarches administratives. Ce qui est bien aussi, c'est que ça évolue : au début, il venait à la crèche deux jours et maintenant il vient quatre jours. »

Najat, maman d'Assia

« J'ai entendu parler de La p'tite cabane par le bouche-à-oreille. Quand je suis venue la voir l'année dernière, elle était encore en travaux, mais j'ai pris des renseignements et je suis passée par ma conseillère Pôle emploi pour obtenir une place. Je n'avais aucune solution de garde, ça aurait été impossible de faire ma formation de secrétaire assistante médico-sociale autrement. Ma fille a énormément évolué, elle a appris à s'exprimer et à manger toute seule. Elle est plus autonome que son grand frère qui est en maternelle ! »

Nawel, maman d'Ilyan

« Ça fait des années qu'on demande à la Ville d'ouvrir une crèche dans le quartier. On a trois enfants. Pour le premier, on avait eu une place dans une crèche départementale, mais pour le deuxième, c'était une catastrophe : on a dû essayer une assistante maternelle avec qui ça s'est mal passé. On faisait appel à notre famille, à nos amis, mais ça ne suffisait pas : j'ai dû arrêter mes études. Après trois ans de galère, on est super contents d'avoir cette place pour notre troisième enfant. J'ai pu démarrer une activité professionnelle. »

Inégalité territoriale

Plus de moyens pour la pratique sportive

Des professeur-e-s d'éducation physique et sportive (EPS) de Seine-Saint-Denis ont engagé une mobilisation pour réclamer à l'État un plan d'investissement massif face à la sous-dotation d'équipements sportifs dans le département, mobilisation largement soutenue par la Ville.



L'entretien des infrastructures sportives représente un poste de dépenses énorme pour les collectivités territoriales.

C'est un paradoxe. Terre d'accueil des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de 2024, la Seine-Saint-Denis compte seulement 16,2 infrastructures sportives pour 10 000 habitant-e-s, contre 49,6 à l'échelle nationale selon le dernier Recensement des équipements sportifs réalisé par le ministère des Sports. Un déficit accentué par l'ancienneté de ce patrimoine : 45 % des infrastructures ont plus de 30 ans, nécessitant travaux réguliers et réhabilitations coûteuses. Devant ce constat, un Collectif permanent de défense et de promotion de l'EPS, du sport scolaire et du mouvement sportif en Seine-Saint-Denis (CoPER 93) s'est formé en 2021 à l'initiative de professeur-e-s d'EPS. Le but ? Rassembler acteur-ric-e-s de l'éducation, du sport et élu-e-s locaux pour faire entendre les besoins de la population.

« Le problème, c'est que l'héritage des Jeux ne permet pas du tout de combler la carence et la vétusté des équipements sportifs. On nous a annoncé plus de 1 milliard d'euros d'argent public pour la Seine-Saint-Denis, mais combien sont destinés au sport ? On nous a vendu du rêve, mais les investissements sont concentrés sur

quelques villes et sur quelques ouvrages : le centre aquatique olympique de Saint-Denis et celui de Marville », souligne le professeur d'EPS Hugo Pontais, porte-parole du collectif et représentant du SNEP-FSU (Syndicat national de l'éducation physique, affilié à la Fédération syndicale unitaire).

Le CoPER 93 appelle donc l'État à investir 6 milliards d'euros dans la construction de nouveaux équipements, notamment des « structurants » : gymnases, stades et piscines. Le plan de cofinancement d'équipements sportifs de proximité (city-stades, dojos, skateparks...) lancé par le gouvernement est loin d'être suffisant. « Les études montrent que ce sont essentiellement les garçons qui fréquentent les city-stades et des gens qui font déjà du sport qui investissent les lieux de pratique libre en extérieur », note Hugo Pontais.

Le collectif réclame aussi la mise en place d'un plan de rénovation énergétique des infrastructures et l'instauration d'un bouclier tarifaire pour permettre aux collectivités territoriales de faire face à la flambée des coûts de l'énergie. « Avec l'inflation galopante et l'augmentation des taux

d'intérêt, on est pris à la gorge, confirme l'adjoint au maire délégué aux pratiques sportives Pascal Le Bris. Et l'évolution démographique de la commune nous oblige à investir en priorité dans la construction d'établissements scolaires. » Vœux au Conseil municipal, déplacements à l'Assemblée nationale, courriers aux maires et aux autres élu-e-s au sport du Département : la municipalité partage le combat du CoPER 93. Plus par solidarité que par nécessité. « On est l'une des villes de Seine-Saint-Denis les mieux loties : on a des équipements sportifs et on en aura encore plus avec le centre aquatique de Marville, rappelle Pascal Le Bris. Mais pour l'instant c'est serré, il n'y a quasiment plus de créneaux disponibles. »

Un droit pour tous

En plus du manque de créneaux, certains professeur-e-s d'EPS de la ville déplorent le temps perdu dans les trajets. « Pour certaines activités, on n'a pas le choix : on doit aller au stade Géo-André, à 30 minutes à pied, ce qui ampute d'autant la durée du cours, indique Adrien Marshaix, enseignant au collège Jean-Vilar. C'est pour ça qu'on voudrait que la

Ville réhabilite le terrain désaffecté situé à côté du gymnase Antonin-Magne en terrain de sport. » D'où l'importance pour le CoPER 93 d'évaluer les besoins sur tout le territoire, en lien avec les professeur-e-s d'EPS, les parents d'élèves, les pratiquant-e-s, les clubs..., comme le service des Sports l'a entrepris à La Courneuve. « On doit poursuivre la mobilisation après les JOP », insiste Hugo Pontais. L'accès au sport est un droit pour tout-e-s. ● Olivia Moulin

Pour signer la pétition en ligne lancée par le CoPER 93, rendez-vous sur : <https://qrco.de/beXKYr>

La pratique sportive à La Courneuve

23,7 équipements sportifs pour 10 000 habitant-e-s

12 % d'habitant-e-s licenciés

61 % d'enfants ne maîtrisant pas la nage à l'entrée en 6^e

JOP 2024

Prêts pour courir un marathon ?

La nuit du 10 août 2024, à l'occasion du Marathon pour tous, des dizaines de milliers de personnes courront sur le parcours du Marathon olympique les 42,195km reliant Paris et Versailles. Labellisée « Terre de jeux 2024 », ville hôte des Jeux de Paris 2024, La Courneuve fait un appel à candidature auprès des habitant-e-s qui se sentent en capacité de relever le défi.

Pour être sélectionné, il faut :

- être en mesure de présenter un certificat médical attestant de l'aptitude à « la course à pied en compétition »
- être disponible la nuit du 10 août 2024
- être en capacité de courir un marathon
- répondre au moins à l'un de ces trois critères : contribuer ou avoir contribué au succès ou au développement de Paris 2024 ou du sport ou de l'olympisme; être une personne reconnue en France ou à l'international, et contribuer ou avoir contribué à rendre la société plus solidaire et inclusive.

Les dossards sont nominatifs et définitifs. Si vous voulez tenter votre chance, faites parvenir votre candidature à l'hôtel de ville sur papier libre avec la confirmation que vous répondez bien à tous les critères mentionnés, en indiquant également vos coordonnées (nom, prénom, adresse, téléphone, courriel) et en précisant sur l'enveloppe : « À l'attention de Monsieur Le Maire : marathon pour tous 2024 ». ●

Accès aux droits

Permanences de La Courneuve Mobile

Recherche d'emploi, santé, demande d'aides sociales... Vous avez besoin d'être accompagné dans vos démarches administratives ? Le bus France Services se déplace toujours en bas de chez vous, mais change provisoirement d'horaires et de lieux. Rendez-vous :

- le lundi, de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, devant la MPT Cesária-Évora
- le mardi, de 14h30 à 17h30, devant le Centre culturel Jean-Houdremont
- le mercredi, de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, devant la Boutique de quartier des Quatre-Routes
- le jeudi, de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, devant Mécano
- le vendredi, de 9h30 à 12h, devant Mécano. ●

Environnement

Un atelier pour se mettre au compostage

En compostant ses déchets organiques, on peut réduire de 30 kilos par an le volume de ses poubelles et obtenir un engrais de qualité pour ses plantes et son jardin. Le service Prévention des déchets de Plaine Commune propose bientôt un atelier compostage aux habitant-e-s possédant un espace extérieur (balcon, cour ou jardin), qu'elles et ils vivent en habitat collectif ou en pavillon. Rendez-vous le samedi 2 décembre de 15h à 17h à la médiathèque Aimé-Césaire, 1, mail de l'Égalité. À l'issue de la formation, vous pourrez récupérer gratuitement un composteur pour votre domicile (attention au poids et à la hauteur de ce dernier : 12 kilos et 1 mètre!). **Inscription obligatoire jusqu'à une semaine avant la date de l'atelier sur : <https://qrco.de/beXhdK>** ●

Accidents domestiques

Attention aux intoxications au monoxyde de carbone

Avec l'arrivée des températures hivernales, les risques d'intoxication au monoxyde de carbone augmentent. Ce gaz provient de la combustion incomplète de gaz naturel, bois, charbon, butane, essence, fioul, pétrole et propane. Inodore, incolore et non irritant, il est pourtant dangereux, voire mortel dès que sa concentration devient excessive dans l'air ambiant.

COMMENT PRÉVENIR LES RISQUES ?

- faire vérifier et entretenir les chaudières, les chauffages et chauffe-eau une fois par an ;
- faire ramoner et vérifier les conduits d'évacuation des poêles, cheminées à foyer ouvert ou inserts une fois par an ;
- aérer au moins dix minutes par jour toutes les pièces de vie même lorsqu'il fait froid ;
- laisser libres les grilles d'aération ;
- ne jamais utiliser en continu les chauffages d'appoint à l'éthanol ou au pétrole ;
- ne jamais chauffer le logement avec des appareils non destinés à cet usage (gazinière, four, barbecue...) ou proscrits dans des espaces clos (braséro, chauffage de chantier...);
- ne jamais faire fonctionner un groupe électrogène dans un lieu intérieur fermé (logement, cave, garage, grenier...).

QUE FAIRE EN CAS D'INTOXICATION ?

Maux de têtes, vision floue, nausées, fatigue, malaises ou encore paralysie musculaire... devant ces signes, il faut agir vite :

- aérer immédiatement les locaux en ouvrant portes et fenêtres ;
- évacuer au plus vite les lieux pour vous mettre en sécurité à l'air libre ;
- appeler les secours au **112**, au **18** ou au **15**.

Il ne faut pas réintégrer les lieux sans avoir reçu l'avis de professionnel-le-s. ●

Action sociale

Le pass Sortir en famille disponible

Destiné aux foyers les plus modestes, le pass Sortir en famille permet de bénéficier gratuitement de quatre entrées par an et par famille au cinéma L'Étoile, de quatre entrées par an et par famille au Centre culturel Jean-Houdremont, de dix entrées à la piscine Béatrice-Hess et d'entrées au tarif préférentiel de 2 euros pour la patinoire. Mais pas besoin d'attendre l'ouverture de cette dernière pour le demander. Vous pouvez vous rendre dès maintenant au Pôle administratif Mécano avec les pièces justificatives suivantes :

- pièce d'identité ;
- avis d'imposition 2023 sur les revenus 2022 ;
- attestation CAF justifiant de la composition familiale ou livret de famille justifiant de la filiation. **Attention, il faut que vous veniez avec une copie du document.** Mis en place depuis 2010 par le Centre communal d'action sociale (CCAS), le pass est valable un an de date à date. Vous pouvez donc le retirer n'importe quand dans l'année. ●

ÉTAT CIVIL

NAISSANCE

OCTOBRE

- 26 Faa-Saï Phromsit Plumain
- 29 Suleyman Chentout

MARIAGE

- Shamir Maricar et Shakina Abdoul Zalil
- Abdalla Mohamed et Nourhan Abass
- Nabil Maafri et Kenza Kaabache

DÉCÈS

- Raymond Pierson

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

- consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17

• SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

- Place du Pommier-de-Bois
- Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

- Urgences 93 - Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

- Hôpital Fernand-Widal - 200, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris - Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904
(gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.
MAIRIE Tél. : 01 49 92 60 00

PÔLE ADMINISTRATIF MÉCANO

- 1 mail de l'Égalité / 58 avenue Gabriel-Péri - Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

- 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis. Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

- M. le maire, **Gilles Poux**, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : maire@lacourneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire est à remplir à l'accueil de la mairie.

- M^{me} la députée, **Soumya Bourouaha**, reçoit sur rendez-vous.

Tél. : 01 42 35 71 97

- M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@lacourneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s se tiennent tous les mercredis et jeudis sans rendez-vous (sauf période scolaire) de 16h à 18h. L'accueil des usager-ère-s a lieu à l'hôtel de ville de 15h30 à 16h pour être pris en permanence le même jour.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...). Consultation gratuite. Les rendez-vous se font désormais auprès de la Boutique de quartier des Quatre-Routes sur place ou 1 rue Danielle-Mitterrand ou par téléphone au Tél. : 01 49 92 60 22 de 9h à 12h et de 13h30 à 17h.

16, 23 ET 30 NOVEMBRE
VOIRIE OPÉRATIONS COUP DE PROPRE

Les agent-e-s de Plaine Commune organisent des temps de nettoyage intensif dans les quartiers.

- **16/11** : rues Franklin, Lamartine et Berthelot
 - **23/11** : rues Garibaldi, du Président-Wilson et Lavoisier
 - **30/11** : rue Jean-Pierre-Timbaud
- De 6h à 13h. Si vous habitez ces voies, pensez à déplacer votre véhicule.**

16 NOVEMBRE
DÉBAT CONTRE LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES

Dans le cadre des 19^e rencontres « Femmes du Monde en Seine-Saint-Denis », la Ville est fière de recevoir Yadira Cortés Castillo, militante féministe mexicaine de l'organisation Red Mesa de Mujeres de Ciudad Juárez, pour une rencontre-débat sur le thème des violences faites aux femmes.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h.

17 NOVEMBRE
SPECTACLE LA NUIT DU CIRQUE



Raynaud Deilage

Courez voir *Searching for John* et venez à la rencontre de ce cow-boy solitaire des temps modernes qui se demande qui il est et nous entraîne dans sa quête.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 14h30 et 19h.

À PARTIR DE 6 ANS

18 NOVEMBRE
SPORT BOXING FORME FÉMININ

Remettez-vous en forme en utilisant les techniques de boxe pieds-poings pour un renforcement musculaire efficace. Améliorez votre condition physique et votre souplesse. Prévoyez un pain de sol.

Parc départemental Georges-Valbon, à 10h30. Rendez-vous à la Maison Édouard-Glissant. Gratuit. Inscription obligatoire à <https://urlz.fr/oqrd>

EXPOSITION « MÉTRO! LE GRAND PARIS EN MOUVEMENT »

La Société du Grand Paris et la Cité de l'architecture et du patrimoine se réunissent pour présenter l'exposition « Métro! Le Grand Paris en mouvement ». L'exposition porte sur l'histoire du métro, les changements urbains, sociaux et environnementaux qui lui sont liés. En tant que riverain-e-s des chantiers du Grand Paris Express et futurs usager-ère-s des lignes 16 et 17, les Courneuvien-ne-s sont chaleureusement conviés à participer à cette journée exceptionnelle.

Cité de l'architecture et du patrimoine. Pour plus de renseignements : <https://urlz.fr/oqON> Gratuit le jour de la porte ouverte.

ATELIER LIVRE TES MOTS!

La médiathèque vous invite à participer à un atelier d'écriture. Si vous aimez lire, écrire, vous êtes les bienvenu-e-s.

Médiathèque Aimé-Césaire, de 15h à 17h. Sans inscription.

18 NOVEMBRE ET 2 DÉCEMBRE
AIDE PERMANENCE JURIDIQUE

L'Amicale des locataires La Courneuve 4000 Sud propose un accompagnement gratuit en cas de difficulté dans vos démarches administratives et juridiques.

15, mail Maurice-de-Fontenay, 5^e étage, porte 2, de 10h à 13h. Sans inscription.

19 NOVEMBRE
SOLIDARITÉ BRADERIE

Le Secours populaire de La Courneuve organise une braderie de jouets.

Bourse du travail, de 11h à 16h.

SPORT JEUX EN FAMILLE



Jeanne Frank

L'Office municipal des Sports et les clubs et associations de la ville proposent une journée pour jouer, faire du sport en famille aux couleurs des JOP 2024. Au menu : tennis, danse afro, e-sport, fitness, yoga, boxe, kayak, jeux en piscine (amenez vos maillots et bonnet de bain).

Complexe sportif Béatrice-Hess, de 10h à 12h et de 13h30 à 17h. Entrée gratuite.

À PARTIR DE 5 ANS

PARC YOGA

Rien de mieux que la sérénité du parc pour découvrir ou redécouvrir la pratique ancestrale du yoga. Respiration et calme sont au programme pour vous donner les clés de la détente.

Parc départemental Georges-Valbon, à 14h30. Rendez-vous à la Maison Édouard-Glissant. Inscription à <https://urlz.fr/oqQg>

À PARTIR DE 8 ANS

CONTE LES AVENTURES DE SAMBA

Conte bilingue en français/lingala. Samba voyage dans le Congo profond à la recherche de la sagesse pour guérir le monde. Il découvre que tous les êtres humains versent les mêmes larmes, éprouvent les mêmes émotions et ont le même sang rouge dans les veines.

Médiathèque Aimé-Césaire, à 16h.

JUSQU'AU 21 NOVEMBRE
PÉTITION LIMITONS LA VITESSE À 70 KM/H

Fin septembre, la municipalité a lancé une pétition pour faire réduire la vitesse à 70 km/h sur les autoroutes A1 et A86 qui traversent La Courneuve. Si vous souhaitez en savoir plus ou signer, plusieurs points de rendez-vous sont prévus :

- **Judi 16 novembre à 8h10**, devant l'école Joséphine-Baker
- **Vendredi 17 novembre à 8h30**, place Claire-Lacombe
- **Mardi 21 novembre à 16h10**, devant l'école Anatole-France

Si vous ne pouvez ou ne voulez pas vous déplacer, il est également possible de signer la pétition en ligne :

<https://notreavis.lacourneuve.fr/petition/>

DU 21 AU 23 NOVEMBRE
RENCONTRE COMMENT ÇA VA DANS VOTRE QUARTIER?



Fabrice Gaboriau

- **21 novembre à 18h30** : quartier 4000 Sud, au centre culturel Jean-Houdremont, et quartier Centre-Ville, à la Maison de la citoyenneté James-Marson
- **22 novembre à 18h30** : quartier 4000 Nord, à la MPT Cesária-Évora, et quartier de la Gare, à l'école Charlie-Chaplin
- **23 novembre à 18h30** : quartier des Quatre-Routes/Anatole France, à la MPT Youri-Gagarine, et quartier des Quatre-Routes/Rateau, à la Boutique de quartier

23 NOVEMBRE
DÉBAT TRANSITION CLIMATIQUE ET SOCIALE

Qu'est-ce que la loi anti-gaspillage et le compostage collectif de quartier viennent changer pour les Courneuvien-ne-s? Venez échanger avec le Réseau Compost Citoyen Île-de-France – RCCIDF, le service Prévention des déchets et sensibilisation au tri de Plaine Commune et la mission Quotidienneté et Développement durable de La Courneuve.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h30.

26 NOVEMBRE
MUSIQUE CONCERT DU CRR 93

Cette année, le conservatoire à rayonnement régional d'Aubervilliers-La Courneuve et la Ville s'associent pour vous proposer un concert symphonique. Venez plonger en grand dans l'univers de la musique classique!

Centre culturel Jean Houdremont, à 17h.

DU 29 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE
LITTÉRATURE SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE

Le thème de cette édition est le corps. Le Salon du livre et de la presse de jeunesse réunit plus de 400 exposant-e-s et les plus grands auteur-riche-s français et internationaux de la littérature jeunesse. Ne manquez pas la grande exposition et l'espace petite enfance.

À Montreuil. Plus d'informations : <https://slpjjplus.mediactive-events.com/>

30 NOVEMBRE
CINÉ-SANTÉ L'AMOUR ET LES FORÊTS

Dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, projection de *L'Amour et les Forêts*, de Valérie Donzelli, suivie d'une discussion avec des professionnel-le-s du Centre municipal de santé Salvador-Allende.

Cinéma L'Étoile, à 19h30.



ENFANCE INSTALLATION DU CONSEIL COMMUNAL DES ENFANTS



Meyer

Les nouveaux membres élus au Conseil communal des enfants participeront à la cérémonie d'installation en mairie.

Salle des fêtes de l'hôtel de ville, à 18h30.

2 DÉCEMBRE
INAUGURATION FRESQUE COMMÉMORATIVE

À l'occasion du 40^e anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, une fresque réalisée par l'artiste Ernesto Novo sera inaugurée allée du Progrès. Un projet de l'association L'Écluse commandé par le Département de la Seine-Saint-Denis.

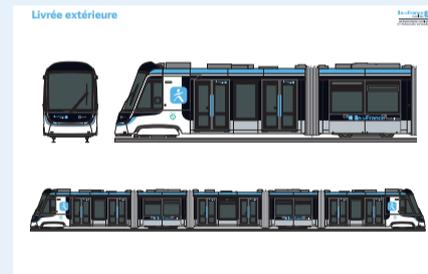
Devant le cinéma L'Étoile, à 11h (sous réserve).

ANNIVERSAIRE 40 ANS DE LA MARCHÉ CONTRE LE RACISME

Quatre jours d'expositions, spectacles, projections et débats dans différents lieux de la ville.

LIRE L'AGENDA DÉTAILLÉ PAGE 10

5 DÉCEMBRE
RÉUNION TRAMWAY T1



Réunion publique de présentation de la réfection de la station de tramway T1 Hôtel-de-Ville, en présence d'agent-e-s du Département de Seine-Saint-Denis, de la RATP, de Plaine Commune et de La Courneuve.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h.

9 DÉCEMBRE
SOLIDARITÉ DON DU SANG

Vous pouvez sauver des vies en donnant votre sang.

5, rue Lacazette, de 9h à 13h30. Rendez-vous sur <https://qrco.de/beXly6>

Georges Alibo, l'homme qui savait rebondir

« Heureusement que j'ai pris des chemins de traverse... »

Au cours de sa longue existence, Georges Alibo a connu bien des métiers et bien des épreuves. Des bonheurs aussi. Il savoure le présent aux côtés de son épouse avec laquelle il vit à La Courneuve depuis maintenant quarante-cinq ans.

Georges Alibo nous reçoit dans son salon, mail de Fontenay. Un tableau de lui nous accueille, une maison rose et quelques barques dans une anse bordée par un bouquet de palmiers. Les mots sont inutiles et les présentations faites : Georges a des origines antillaises et une âme d'artiste. C'est aussi un grand lecteur, en témoignent les murs couverts de livres d'histoire, de géographie, d'exemplaires du Quid partiellement cachés par les photos de ses six enfants et onze petits-enfants. « Voyez-vous, je ne suis pas seul », commente-t-il avec malice. Puis, le verbe précis, Georges se lance dans le récit de sa vie, commencée il y a quatre-vingt-dix-sept ans, à Paris. Une épopée, parcourue d'épreuves qu'il a toutes surmontées. « Heureusement que j'ai pris des chemins de traverse ! », s'exclame-t-il.

Alors qu'il a 7 ans, sa mère l'envoie en Martinique avec un cousin. Mais l'aller est sans retour et Georges passe son enfance et son adolescence chez une tante maltraitante. Malgré l'intervention de l'instituteur venu plaider en faveur de ses bons résultats scolaires, elle le retire de l'école et le contraint à lui remettre l'intégralité de l'argent qu'il gagne désormais en travaillant. Un jour, excédé par la dernière volée de coups reçus, il fugue. Il a 17 ans.

Son premier chemin de traverse le mène chez un capitaine à la retraite. « Je lui ai donné un faux nom et je lui ai dit que je cherchais du travail. Quand les gendarmes sont venus me chercher, je lui ai expliqué la situation et il m'a gardé. Il s'est très bien occupé de moi. »



« On nous donnait un bon petit déjeuner avec du pain. Je n'avais jamais connu ça ; en Martinique, je mangeais de la farine de manioc avec du lait et des légumes. »

Georges prend soin du vieil homme et de son cheval jusqu'à ce que le fils du capitaine, entrepreneur, devienne son nouvel employeur. Celui-ci lui apprend à conduire, l'emmène sur les chantiers. Mais là encore, le sort s'en mêle. La femme de l'entrepreneur prend ombrage des attentions de son mari vis-à-vis de Georges : « Quand j'ai vu ça, tous les souvenirs avec ma tante sont revenus. Je suis parti. » Ce second chemin de traverse le ramène en ville où il trouve du travail dans un restaurant vietnamien, puis à l'usine, comme mécanicien. Il rencontre alors celle qui deviendra sa première épouse.

Convaincu par sa marraine, de passage en Martinique, qu'un meilleur avenir

l'attend en métropole, il vend le terrain où il s'appropriait à faire construire sa maison, les sacs de ciment et les tuiles, et se rend à Paris. Il est embauché dans les cuisines de l'hôpital Saint-Antoine. « On nous donnait un bon petit déjeuner avec du pain. Je n'avais jamais connu ça ; en Martinique, je mangeais de la farine de manioc avec du lait et des légumes. Mais il y avait des sacs et des sacs de pommes de terre à éplucher en un temps contraint et je n'avais pas l'habitude. On m'a alors mis en salle, mais je supportais mal l'odeur de l'éther... »

Nouveau chemin de traverse. Il est embauché à La Poste, titularisé. Il trouve un logement rue de Liège, fait venir sa famille. Mais l'harmonie est de courte durée. Sa femme se lie d'amitié avec une personne toxique. Les relations s'enveniment, ils divorcent. Georges déménage, paye une pension alimentaire, rembourse des crédits, se serre la ceinture, change de service.

« J'allais porter les retraites directement chez les gens, c'était intéressant, ils donnaient de bons pourboires, mais c'était dangereux aussi car il y avait des attaques. »

Au cœur de ces aspérités, le bonheur s'invite. Georges se voit attribuer une HLM à La Courneuve et il fait la connaissance de sa femme actuelle. « C'était chez une cousine qui m'invitait à déjeuner le dimanche. Quand elle est tombée enceinte, elle est venue vivre avec moi. On s'est mariés six mois plus tard. Ça fait quarante-cinq ans maintenant. » Un deuxième enfant naît, et Georges termine sa carrière comme chauffeur de semi-remorques à la Sernam, l'ex-société de transport de bagages de la SNCF.

Retraité, il s'engagera sur un nouveau chemin de traverse. Celui-là passera par la Maison Marcel-Paul, la danse, le théâtre, le dessin, la peinture, et célébrera une facette de lui jusque-là inexplorée. Sa créativité. ● Joëlle Cuvilliez



Léa Desjours